

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Cause-et-fin-du-conflit-des-ordures-de-Buenos-Aires-dans-lequel-Suez-Environnement-est-en-premiere-ligne>

# **Cause et fin du conflit des ordures de Buenos Aires dans lequel Suez Environnement est en première ligne.**

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -  
Date de mise en ligne : lundi 10 janvier 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Après une très néo-libérale manoeuvre de changement de structure juridique, les entreprises du secteur des ordures, se résignent "apparemment" à accepter les conditions des salariés. Voir le développement du conflit dans les trois articles suivants :**

### **Le conflit des ordures à Buenos Aires**

Au milieu d'un arrêt de travail qui a duré de 14 à 21 heures, les collecteurs d'ordures ont jeté et ont brûlé des ordures face au siège du gouvernement de la capitale. Et à la nuit, ils ont travaillé à nouveau sous service minimum. Ils demandent une indemnisation pour "changer" d'entreprise, mais les entreprises refusent. Ibarra a assuré que la mesure est "injuste". Au Ministère du Travail, on essaye d'obtenir un accord. Le gouvernement de la ville demande que les habitants ne sortent pas les poubelles. Et les syndicats menacent de faire grève dans tout le pays.

Le conflit entre les collecteurs d'ordures et les entreprises du secteur, qui concerne le gouvernement de la capitale et toute la ville, s'est aggravé hier, après que les travailleurs aient rejeté à nouveau l'offre des entreprises, puis décidé un arrêt de travail de sept heures et, comme protestation, renversé et brûlé des ordures le long de deux pâtés de maison de l'Avenue de Mayo, devant le siège même du gouvernement de la ville.

Hier soir, le personnel rassemblé dans le syndicat des camionneurs a assuré à nouveau une journée de travail service minimum, ce qui s'est traduit par le non ramassage des ordures dans plusieurs secteurs de la ville, comme cela s'était produit la veille. Le syndicat réclame, fermement, une somme d'argent équivalente à une indemnité pour licenciement parce qu'à partir du 16 janvier, les salariés vont dépendre des nouvelles entreprises qui se chargeront de la propreté de la ville. Les entreprises et le gouvernement portegno insistent sur le fait que cette compensation n'a pas lieu d'être puisqu'on garantit aux travailleurs la stabilité de l'emploi et les droits acquis. Le syndicat, pour sa part, menace d'une grève des camionneurs au niveau national. Le conflit continue aujourd'hui au Ministère du Travail.

La ville s'est réveillée hier avec des pâtés de maisons jonchés de poubelles. "La situation était bien pire que la semaine passée : ce n'est pas le service minimum qui est assuré, comme l'a dit le syndicat, mais une grève cachée ", a déclaré à Pagina/12 le secrétaire Production et Développement durable, Eduardo Epszteyn.

Pour ce motif, le gouvernement de la ville de Buenos Aires a créé une équipe de ramassage d'urgence, pour laquelle il a engagé 40 camions et 250 ouvriers ponctuels qui ont travaillé contrôlés par la Garde d'Infanterie de la Police Fédérale. La priorité fut le centre de la ville, les hôpitaux, les alentours de la gare de Once, la Boca et les principales avenues de la ville. "Ce qui est dépensé pour ces équipes sera facturé aux entreprises de ramassage", a assuré Epszteyn. Pour le moment, le gouvernement de la ville de Buenos Aires a demandé aux habitants de ne pas sortir les poubelles dans la rue jusqu'à ce que le conflit soit résolu.

Le syndicat que conduit le camionneur Pablo Moyano - fils du chef de la CGT Hugo Moyano - a redoublé hier le pari. D'abord, avec un arrêt de travail de sept heures, dès 14 heures, ce qui a affecté le service de balayage de la ville. Et ensuite avec une mobilisation jusqu'au siège du gouvernement de la ville de Buenos Aires, qui s'est traduite par le retournement des camions d'ordures puis l'incendie de déchets en pleine Avenue de Mayo, transformée l'après-midi une sorte de décharge insalubre.

Les pompiers ont dû intervenir pour éteindre le feu, mais rien n'a pu arrêter le parfum qui a imprégné l'atmosphère jusqu'à la tombée du jour, quand les ouvriers ont assuré la tâche désagréable de ramasser les ordures déversées, putréfiées, brûlées et mouillées.

"Nous condamnons la méthode utilisée par le syndicat pour protester - au-delà du fait qu'on considère juste ou pas les revendications, car il est absolument irrationnel de mettre en danger la salubrité de la ville", a dit Epszteyn à ce journal.

Le gouvernement a essayé de se montrer comme une victime d'un conflit entre les entreprises et le syndicat. Le matin, le chef de Gouvernement, Aníbal Ibarra, avait considéré la manifestation comme "injuste" et "ayant dépassé les bornes". "La ville a garanti (à travers les textes d'appel d'offres) qu'aucun travailleur ne perdrait son emploi, et aujourd'hui, il y a les ordures dans la rue. La vérité, est que je considère tout au moins c'est injuste, pour ne pas dire que cela dépasse les bornes", a déclaré Ibarra à la radio. Après la manifestation de l'après-midi, face au siège de gouvernement, il a cédé la parole à son secrétaire Epszteyn et à son chef de Cabinet, Raúl Fernández. "Nous faisons un appel aux syndicats et aux entreprises, parce que les habitants ne peuvent pas être otages de leurs discussions", a exhorté Fernández, alors qu'il commençait à faire nuit.

Pablo Moyano s'est montré à nouveau aussi intransigeant que le premier jour. "A moins d'un mois de la cession, les travailleurs vivent dans l'incertitude : ils ne savent pas quelle entreprise va les reprendre, sur quelle zone ils vont aller travailler, ni avec quelle ancienneté", a déclaré le dirigeant syndical à Página/12. "C'est pourquoi nous allons continuer avec le service minimum pour une durée indéterminée, jusqu'à ce que les entreprises donnent une réponse satisfaisante", a-t-il ajouté. "Nous allons combattre jusqu'à ce qu'ils payent l'indemnité à tous les travailleurs".

La demande d'une indemnité pour celui qui n'est pas licencié - et qui, selon la revendication, devrait double être - peut paraître démesurée. Mais le syndicat a trouvé une formule pour que cette revendication au moins soit encadrée par la loi. À cet effet, il a demandé une consultation au Ministère du Travail, qui a obligé le Département d'Affaires Juridiques à émettre un avis : ce texte a la vertu de donner des arguments à l'une et l'autre partie pour maintenir leur position.

D'une part, le chef de Cabinet, Raúl Fernández, a soutenu que, selon cet avis, l'indemnité concerne seulement "ceux qui refusent le transfert vers la nouvelle entreprise". Mais l'avis dit aussi qu' "il n'existe pas d'empêchement légal pour que, par accord écrit, les travailleurs concernés conditionnent leur passage à une autre entreprise à la perception d'une somme totale ou partielle" équivalente à celle qui correspondrait à l'indemnité s'ils n'avaient pas donné leur consentement.

Le syndicat de Moyano s'appuie sur cet argument pour aller de l'avant avec sa revendication. "Par plus qu'ils ne respectent l'ancienneté, qui va garantir aux travailleurs que, avec la fragilité de l'économie dans ce pays, les nouvelles entreprises ne vont pas finir par fermer", a fait valoir l'avocat du syndicat, Carlos Aryennes, à Página/12.

- ▶ Pourquoi, si le conflit est avec les entreprises, le syndicat a manifesté face au gouvernement de la ville ? - a demandé ce journal à Moyano.
- ▶ Le gouvernement de la ville est solidaire avec les entreprises. C'est lui qui a passé un contrat avec elles et il doit en prendre la responsabilité - a répondu le dirigeant syndical.

Les quatre compagnies - Aeba, Cliba (ex Sita, de Suez Environnement), Ecohabitar et Solurban - ont précisé

leur position à travers une publicité publiée dans les journaux d'aujourd'hui, où on assure que "la totalité des travailleurs qui travaillent actuellement à la prestation de service continueront leurs tâches dans (les nouvelles) entreprises concessionnaires (...) qui respecteront leur ancienneté, leur catégorie, salaires et bénéfices acquis". Elles informent qu'a été offert, cependant, à tous les travailleurs "une prime". Cette proposition, qui a consisté en un mois de salaire supplémentaire, a été rejetée par le syndicat. Aujourd'hui, à 15h30, les deux parties se trouvent à nouveau au siège du Ministère du Travail. Tandis que, les ordures s'accumulent dans les rues portegnas.

[Página 12](#). Buenos Aires, 22 décembre 2004.

\*\*\*

### Les intérêts en conflit

Par Raúl Dellatorre

[Página 12](#), 5 janvier le 2004

La solution ne sera pas simple, les positions paraissent trop éloignées. Personne ne se risque à faire un pronostic sur la durée du conflit. D'autant, que deux des acteurs dans ce bras de fer savent parfaitement ce à quoi ils jouent et ont la patience de ceux qui ne sont pas dupes. C'est le cas pour le syndicat de camionneurs et le Ministère du Travail. Les deux autres acteurs commencent à peine à sortir de l'étonnement par la virulence des événements. C'est le cas des concessionnaires du ramassage des ordures et de celui qui les a engagés, le Gouvernement de la Ville.

La fin de l'audition publique d'hier au Ministère du Travail, sans résultat apparent et avec une quatrième interruption jusqu'à aujourd'hui, fut perçue par les premiers comme une simple démarche formelle. En dépit des positions intransigeantes tant du côté syndical que du côté entreprises, on savait à l'avance que la véritable négociation portait sur d'autres domaines. "Nous sommes à la quatrième interruption jusqu'à demain (pour aujourd'hui), mais à partir de maintenant commence la véritable négociation", a confié un des participants de l'audition à peine cette dernière finie. Et il en serait ainsi : les échanges téléphoniques entre le ministère du travail, le "bunker" des camionneurs, d'où Hugo et Pablo Moyano contrôlent le conflit, et les bureaux des concessionnaires n'a pas été interrompu jusqu'au début de la nuit. Et il va se poursuivre demain.

Comme l'a décrit pour ce journal un vieux connaisseur de ces combats - conflits de marchés et sur la connaissance du droit du travail -, c'est un conflit typique d'intérêts économiques, non de droits. Les travailleurs réclament une amélioration dans leur situation, comme s'il s'agissait d'une augmentation de salaires, mais non d'un droit qu'on supprime ; par conséquent, c'est un conflit sans dérive judiciaire. Et il se résout seulement à une table de négociation ou par la défaite d'une des parties dans ce bras de fer syndical.

Même si l'explication semble élémentaire, peut-être permet elle de comprendre pourquoi une solution tarde : tous les acteurs ne caractérisent pas de manière égale le conflit. Pour le Gouvernement de la Ville et le concessionnaire, le

syndicat "n'a pas de droit à la revendication". Et ils considèrent que cette définition tranchante ferme la discussion. Mais dans la pratique, cela n'est pas ainsi, d'autant que la partie syndicale est en position de force pour lutter encore. Les camionneurs, se sentant en position de force pour faire pencher la balance de leur côté, même si les ordures dans les rues génèrent l'antipathie des gens. Mais, pour le moment, le gouvernement de la ville de Buenos Aires est le plus pressé pour résoudre le conflit. Depuis le ministère, on considère que le bras de fer sera prochainement fini quand les forces se seront mesurées dans la négociation. Et c'est sur ce dernier scénario qu'il parie.

Pour le malheur des citoyens de la ville de Buenos Aires, le conflit paraîtrait être dans les premières secousses. Comme une sorte de "chicane", la réponse du Département d'Affaires Juridiques du ministère du travail à une "consultation" du syndicat, a été brandie par celui-ci comme une approbation à sa revendication, et par le Gouvernement de la Ville comme un refus. Le syndicat a consulté pour voir s'il y avait un empêchement à ce que le personnel transféré à un nouveau concessionnaire reçoive "une compensation équivalente à une indemnité", puisqu'il change de travail. Le ministère, clairement, n'a pas été au-delà d'une réponse sur le fait que l'indemnisation "correspond seulement" au cas de perte d'emploi ou de dégradation des conditions de travail, mais qu'il n'y a pas "empêchement légal" pour que les parties décident d'une telle compensation. Chacun a pris le paragraphe qui lui a le mieux convenu. Cela fait partie de la lutte mais, pour le moment, ce n'est pas la solution.

\*\*\*

### **LES CONCESSIONNAIRES PAIERAIENT PLUS DE 7 MILLIONS D'EURO PESOS EN INDEMNITES.**

**Hier l'accord entre le syndicat de camionneurs et les entreprises de ramassage des ordures a été formalisé. 650 travailleurs percevront 180 % de l'indemnité 2850 autres, 80%.**

**Par Diego Schurman**

[Página 12](#), 4 janvier le 2004

### **Les détails de l'accord sur les ordures**

Les concessionnaires chargés du service de ramassage des ordures porteños - Aeba, Cliba (ex Sita, Groupe Suez Environnement), Ecohábitat et Solurban - déboursent plus de 28 millions de pesos (7 millions d'euro [1 peso = 4 Euros]) pour assurer les indemnités des 3500 travailleurs du secteur. Ainsi, l'ont assuré hier les représentants des signataires après avoir formalisé un "accord cadre" avec le syndicat de camionneurs qui a mis fin au conflit des ordures dans la Capitale Fédérale.

Les négociations se sont déroulées entre 6 heures de l'après-midi et minuit lundi au le Ministère du Travail avec la présence, Carlos Tomada. Les camionneurs avaient déjà fêté jeudi 30 décembre la décision des entreprises d'assurer du paiement des indemnités, ce qu'elles refusaient au départ. Mais le sujet a été définitivement dépassé hier, à une semaine du terme du délai de la conciliation obligatoire imposée par le Gouvernement.

Le conflit a commencé sur l'incertitude ressentie par les travailleurs du secteur avec le renouvellement des

concessionnaires du service de ramassage des ordures, lundi 16 janvier

Concrètement, le syndicat que conduit Hugo Moyano a formulé deux revendications :

- Que les signataires qui se chargent du service, maintiennent le même personnel et reconnaissent leurs droits (ancienneté, vacances, etc.).

- ▶ Que les entreprises qui sont en fin de concession assurent le paiement des indemnités de ce personnel, dans les termes qu'indique la loi.

Le premier point va de soi puisqu'il est intégré dans l'appel d'offre des concessions. Mais le second point a produit des tiraillements jusqu'au dernier moment. Finalement, lundi on a avancé sur la forme du paiement, que chacun des 3500 travailleurs, de manière individuelle, devra signer. Le texte de l'"accord cadre" se réfère à deux modalités :

- ▶ D'une part, on fait une allusion aux employés qui se mettront à travailler pour l'entreprise Transports Olivos-Ashira. Ils sont quelque 650 et percevront la totalité de l'indemnité, en accord avec la Loi du Contrat de travail. Il s'agit d'une somme formée par les années d'ancienneté, plus 80% de ce total. Ce qui dans le jargon du travail est appelé la "double indemnisation", bien qu'en réalité, il s'agit de 180%. A ce groupe, le nouveau concessionnaire reconnaît l'ancienneté pour, par exemple, calculer les salaires et les vacances, mais non à la fin de futures indemnisations.
- ▶ Les 2850 autres salariés seront répartis chez dans les mêmes signataires qui se chargent maintenant du service mais qui au 16 janvier changeront leur raison sociale puisqu'elles ont constitué de nouvelles Unions Transitoires d'Entreprises. C'est pourquoi ils percevront seulement 80% de l'indemnité, et plus tard. Par conséquent, contrairement au premier groupe, au cas où ils sont écartés leur on reconnaîtra l'ancienneté réelle pour compléter l'indemnité qu'ils commenceront à recevoir dans les prochaines heures.

Dans tous les cas, il y aura un paiement initial, le 14 janvier prochain, et le reste sera complété dans trois quotes-parts mensuelles, le 17 février, le 17 mars et le 18 avril.

Hugo Moyano a signé l'accord avec son fils Pablo qui commande le secteur du ramassage des ordures. Pour le syndicat était aussi présent Mariano Silva et des avocats représentés par Juan Rinaldi, Daniel Colombo Russell et Carlos Aryennes. Du côté des chefs d'entreprise, les représentants légaux Aeba, Sita-Cliba, Ecohábitat et de Solurban se sont montrés. Et pour le Ministère du Travail, outre Tomada, il y avait Jorge Schuster, le directeur national de Relations du Travail.

Le "accord- cadre" aboutit en calme pour ce qui est portegnos, qui pendant la dernière quinzaine de décembre ont vu la ville transformée en une décharge à cause de la grève des collecteurs. Mais la décharge est aussi pour Aníbal Ibarra et Néstor Kirchner. Le chef de Gouvernement portegno a eu des échanges forts avec Moyano. Et la même

## Cause et fin du conflit des ordures de Buenos Aires dans lequel Suez Environnement est en première lig

chose le Président, bien que non via les médias mais dans deux réunions à la Casa Rosada. De toute façon, aucun d'eux n'a pu fêter cela : la tragédie de la discothèque de Once les a maintenus occupés.

**Traduction pour *El Correo*** de : Estelle et Carlos Debiasi.